

La Société Charlevoix

Les régionalismes de l'Ontario français

ACTES DE LA TABLE RONDE
DE LA SOCIÉTÉ CHARLEVOIX
SALON DU LIVRE DE TORONTO
2002



ÉDITIONS DU GREF

LA SOCIÉTÉ CHARLEVOIX

La Société Charlevoix est une amicale vouée à l'étude de l'Ontario français. Fondée à Sudbury en 1992, elle se compose d'universitaires de Sudbury, d'Ottawa et de Toronto, appartenant à des disciplines différentes (sociologie, littérature, histoire, économie, ethnologie). L'élection des membres se fait par cooptation, à l'unanimité des voix. Elle honore la mémoire du jésuite

Pierre-François-Xavier de Charlevoix (1682-1761)

qui a laissé des observations remarquables sur le territoire ontarien.

Depuis 1995, la Société Charlevoix publie les *Cahiers Charlevoix : études franco-ontariennes*, un collectif exclusivement dévolu à la diffusion des travaux de ses membres.



Membres

- 1^{er} fauteuil : Gaétan Gervais (1992 ; cofondateur)
- 2^e fauteuil : Jean-Pierre Pichette (1992 ; cofondateur)
- 3^e fauteuil : † Fernand Dorais (1992-1997 ; cofondateur)
- 4^e fauteuil : René Dionne (1992-1999)
- 5^e fauteuil : Fernand Ouellet (1993-2003)
- 6^e fauteuil : † Roger Bernard (1993-2000)
- 7^e fauteuil : Michel Gaulin (1998)
- 8^e fauteuil : Yves Frenette (2001)
- 9^e fauteuil : Simon Laflamme (2002)
- 10^e fauteuil : Raymond Mougeon (2004)



Membres émérites

- † Fernand Dorais (1998)
- René Dionne (1999)
- † Roger Bernard (à titre posthume, 2000)
- Fernand Ouellet (2003)

Uniformité et régionalismes en Ontario français

SIMON LAFLAMME

EN RÉFLÉCHISSANT SUR LE THÈME qui est proposé à l'occasion de cette table ronde, on est appelé à répondre à la question suivante : les Franco-Ontariens sont-ils les mêmes partout dans la province ? Or la réponse à cette question ne peut être que nuancée, ou plutôt paradoxale ; car elle ne peut être qu'affirmative et négative à la fois : les Franco-Ontariens sont les mêmes partout, mais les régions, entre autres choses, les différencient. En fait, il ne pourrait en être autrement puisqu'il n'y a de communauté que dans la mesure où le semblable et le dissemblable peuvent être générés. C'est le propre des sociétés humaines en tant qu'elles produisent l'histoire qu'elles subissent. La question consiste donc moins à savoir si, oui ou non, les Franco-Ontariens sont les mêmes, quelle que soit la région, qu'à identifier ce qui les uniformise au plan provincial et ce qui les particularise au plan régional — étant entendu, par ailleurs, que la région ne représente qu'une seule source de différenciation dans un ensemble pluriel.



UNIFORMITÉ FRANCO-ONTARIENNE

Il n'y a de collectif humain que lorsque les individus qui le composent partagent des symboliques, et il n'y a de partage de ces symboliques que si ces individus sont déterminés par une situation commune. Or les Franco-Ontariens sont bel et bien définis par une



Le chanteur Paul Demers (© Université d'Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française, Festival franco-ontarien, Fonds Festival franco-ontarien, C90-5, Ph192-810).

situation commune. Elle est commune par le fait que tous appartiennent au même ensemble politique, répondent au même système de représentation, sont confrontés aux mêmes problèmes institutionnels ; elle est aussi commune en ce que s'imposent de façon continue à chacun d'entre eux les conséquences de leur infériorité démographique, infériorité par rapport à l'anglophone, c'est-à-dire le plus grand producteur de messages de masse de la planète. Et, chez cet anglophone, chez cet autre, il y a, à proximité, l'Étatsunien ; il s'agit d'un voisin dont les signes de la puissance se manifestent dans de nombreux registres de la socialité. Ne serait-ce qu'en cela, que par le fait de vivre dans cette réalité où s'entremêlent les considérations à la fois politiques et démolinguistiques, les Franco-Ontariens sont condamnés, où qu'ils vivent, à échanger des symboliques semblables.

Ce n'est pas que tous les Franco-Ontariens ont partout des idées identiques, c'est que ces idées sont répandues et que les variations ne correspondent pas à des découpages région. Il y a, en outre,

chez les Franco-Ontariens des débats, donc des opinions divergentes ; mais dans bien des cas, ces opinions ne sont pas réductibles au lieu de résidence des individus qui les véhiculent. Il y a donc des symboliques franco-ontariennes. Et les analyses le révèlent sans conteste. Les jeunes, par exemple, ne se définissent que rarement comme francophones ; ils se disent bilingues, c'est-à-dire à la fois francophones et anglophones. Comme si l'image de la seule francité empêchait de s'inscrire dans son milieu, de se concevoir soi-même de manière significative dans cet univers à majorité anglophone !

Autre exemple : les jeunes Franco-Ontariens témoignent massivement d'une extrême ambition, aussi bien pour ce qui est de leur scolarisation qu'en ce qui a trait à leur choix de profession. À une telle échelle, il s'agit d'un phénomène social inusité. Or, on sait que cette aspiration, aussi généralisée que démesurée, est peu reliée aux réalisations : les Franco-Ontariens constituent une population sous-instruite qui s'adonne, plus communément que ne le font les autres Ontariens, aux occupations ouvrières. En réalité, l'ambition, chez le jeune Franco-Ontarien, est la voie dans laquelle s'engage trop souvent le désagréable sentiment de ne pas appartenir à la majorité, sans que soient mis en œuvre les moyens de fusionner les aspirations et la conscience de soi. Mais toute ambition n'est pas illusoire ; il est des jeunes qui s'instruisent ; en réalité, la postindustrialisation fait en sorte qu'il y a de moins en moins d'emplois ouvriers, notamment dans le secteur primaire ; ce changement force de plus en plus de jeunes à s'instruire et cette croissance du nombre des instruits place la population franco-ontarienne dans un mouvement d'ascension sociale où les emplois des enfants tendent à être plus prestigieux que ceux de leurs parents, phénomène qui, à long terme, laisse entrevoir une diminution du nombre des sous-instruits chez les francophones.

Mais cette uniformité n'est pas indistincte. Si la situation franco-ontarienne s'impose à chacun, elle ne donne pas lieu à une conscience collective invariable. L'anglicité du monde se révèle indubitablement à tout franco-ontarien, la voie de l'ambition se

présente trop facilement ; mais l'anglais n'encourt pas forcément l'adulation, pas plus que l'ambition ne débouche inéluctablement sur l'abandon scolaire. Il s'ensuit des variations de la figure anglaise et de l'instruction, celles-ci étant normalement la cause de celles-là. Ces variations font en sorte que la francité ontarienne devient le lieu de débats, notamment sur la manière de concevoir son autre et d'agir par rapport à lui — on le voit bien dans les revendications en matière d'éducation ou de santé. Ainsi la conscience collective franco-ontarienne est-elle uniforme de deux façons, d'une part, parce qu'elle correspond à des représentations généralisées et, d'autre part, parce qu'elle est partout le terrain de polémiques comparables.

Les médias de masse servent aussi l'unité franco-ontarienne. Grâce à eux, les francophones d'un peu partout dans la province peuvent s'informer les uns à propos des autres et développer ou consolider ainsi des solidarités. En outre, à cause de cette action médiatique, il leur est possible de se donner en représentation des idées ou des personnages dans divers domaines (artistique, scientifique, économique...), ce par quoi ils parviennent à déployer et à reproduire leur identité.

Il ne s'agit cependant pas d'un effet assuré, ni d'un mouvement indéfectible : s'il est essentiel, dans la postindustrialité, qu'une communauté dispose, pour se reproduire, de moyens de communication de masse, ces médias, dans une ère de mondialisation, exposent aussi les communautés à des contenus qui ne sont pas produits par et pour elles-mêmes et qui peuvent affecter les symboliques identitaires ; et cette vulnérabilité est d'autant plus grande que les communautés sont minoritaires, ou qu'elles occupent peu d'espace dans leur propre champ médiatique ; il peut alors arriver que les individus qui les composent se détournent de leurs propres médias ou même qu'ils ne réclament plus qu'on produise des messages pour eux-mêmes en tant que tels.

RÉGIONALISMES FRANCO-ONTARIENS

La population francophone de l'Ontario présente, à l'évidence, des traits communs. Mais elle connaît également des dissemblances. Comme dans toute société, on trouve en elle des divisions de toutes sortes, en fonction, par exemple, des sexes, des revenus, de la scolarisation. Et ainsi de suite. Ces divisions transcendent le fait des régions. Mais les régions marquent aussi de leur spécificité ces divisions fondamentales aussi bien que les traits communs ; plus encore, elles sont à l'origine de caractéristiques originales.

Si la position de minoritaire est générale, elle n'est pas pour autant vécue partout pareillement : la possibilité de côtoyer des francophones est beaucoup plus grande dans certaines régions du Nord-Est et de l'Est qu'elle ne l'est dans le Centre. L'échange de symboliques transite alors moins nécessairement par les médias : il devient possible dans la quotidienneté, même en dehors du foyer. Certains milieux, par ailleurs, sont plus urbanisés que d'autres ; ils rendent alors moins probable le travail dans le secteur primaire. Dans ces environnements — à Toronto ou à Ottawa, par exemple —, les francophones tendent à être plus instruits. L'aliénation aux symboliques anglophones y est alors moins essentielle à l'identité, même chez l'adolescent, puisque les parents, à cause de la formation intellectuelle qu'ils détiennent, peuvent souvent relativiser le pouvoir d'attraction des symboliques anglaises. Il faut le souligner : le plus grand rempart contre l'assimilation du Franco-Ontarien, c'est l'instruction. Dans cette même logique, les milieux urbains drainent la plus grande partie des individus instruits, dans une large mesure à cause de l'emploi. Or, les Franco-Ontariens qui jouissent d'une solide formation intellectuelle, particulièrement ceux qui ont fait des études universitaires, tendent à s'identifier à leur francité et à reproduire la culture française. À l'opposé, ceux dont les ambitions n'ont pas su se concrétiser ou s'ajuster aux performances scolaires et qui, par conséquent, ont mis prématurément un terme à leurs études, inclinent vers l'assimilation, et donc se détournent des sym-

boliques françaises. Ainsi, il en découle que certaines régions favorisent plus que d'autres le développement de la francité ou l'autonomie des francophones. Il s'agit largement ici d'un conflit entre instruits et moins instruits ; mais, à cause de la distribution des niveaux de scolarisation sur le territoire provincial, cette opposition prend aussi la forme de différences régionales.

Le rapport aux médias n'est pas partout le même. Compte tenu du fait que la postmodernité rend accessibles assez facilement les messages médiatiques où qu'on soit sur le territoire canadien, les francophones de l'Ontario trouvent des contenus en français où qu'ils vivent. L'exposition aux médias a lieu sur le mode de l'alternance linguistique et cette alternance ménage d'autant plus de place au français que l'individu est instruit. Mais la région vient ici nuancer la règle de l'influence de l'instruction. En effet, il y a sur ce point des variations importantes. Quoique l'exposition aux médias anglophones soit forte partout, on écoute plus la radio en français dans le Nord-Est qu'ailleurs, moins dans le Centre-Sud et dans le Sud-Ouest ; à l'adolescence, on préfère plus souvent la musique ou la télévision française quand on habite le Nord-Est que lorsqu'on vit dans le Sud-Ouest. Il y a bel et bien là des attitudes qui trouvent leur cause dans le milieu spécifique.

Toujours relativement aux médias, les francophones lisent communément les quotidiens. Sauf dans l'Est, ces quotidiens sont publiés en anglais. À moins donc que les Franco-Ontariens ne les lisent sur Internet ou qu'ils leur parviennent d'un autre milieu, normalement avec un décalage temporel, ils les lisent en anglais. Les quotidiens qu'ils lisent offrent généralement une vision provinciale, voire nationale ; ils ne présentent donc pas forcément une perspective régionale ; ils présentent accidentellement un point de vue local. Or, cette exposition aux grands quotidiens s'accompagne couramment de la lecture de journaux régionaux ou locaux, même français, d'une lecture, donc qui rappelle à la région.

Mais la plus importante source de variation selon les régions est sans doute, depuis une vingtaine d'années, l'arrivée d'immi-

grants. La francophonie ontarienne revêt de plus en plus un caractère multi-ethnique, principalement dans les grands centres urbains que sont Toronto et Ottawa. Ces deux grands centres diffèrent nettement, sur ce point, de régions comme celles du Nord-Est et du Nord-Ouest. Cette distinction se veut à ce point significative qu'elle divise la francophonie sur un registre supplémentaire, et cela est tellement vrai que ces immigrants francophones de l'Ontario refusent souvent l'appellation de *Franco-Ontarien*, même après avoir habité la province depuis plusieurs années, préférant afficher leur spécificité ou s'employant à ne pas être associés au groupe d'accueil. Bien entendu, entre les francophones qui vivent en Ontario depuis peu et ceux qui y vivent depuis des générations, il y a de



La Caisse populaire à Kapuskasing (photo Élisabeth Aubé).

nombreuses caractéristiques communes, relatives à la situation de leur langue dans la province ou au partage de symboliques. Mais il n'en reste pas moins que les zones de divergence sont importantes, délimitées qu'elles sont par l'histoire, notam-

ment, ou par les coutumes, l'idéologie, et même les modes d'expression de la langue commune.

Il faut ajouter à cela que les régions ont des problématiques variées. Même si l'on se réfère aux groupes francophones, tous n'ont pas les mêmes préoccupations. Certains disposent de réseaux institutionnels plus développés, ce qui fait que leurs projets politiques ou leurs revendications ne sont pas du même ordre que ce qu'on

observe dans des régions moins privilégiées : dans les unes, par exemple, on envisagera la création d'écoles publiques françaises, distinctes des écoles catholiques ; dans les autres, on réclamera tout simplement des écoles françaises. D'autres font face à une opposition plus bruyante, très inhibitrice, comme c'est le cas dans certaines municipalités où la majorité anglophone fait adopter des déclarations d'unilinguisme. En outre, il y a des problématiques régionales qui, parfois, transcendent les questionnements linguistiques et qui marquent fortement les différences entre les régions : une ville mono-industrielle qui lutte contre la fermeture d'une usine ne s'inscrit pas dans les problématiques linguistiques de la même manière que le fait une autre ville où la structure occupationnelle est variée ; les impératifs des francophones ne peuvent alors occuper le même espace symbolique ou, encore, les luttes ne peuvent être menées sur le même plan qu'ailleurs.



CONCLUSION

Les Franco-Ontariens forment une communauté parce qu'ils doivent partout se définir par rapport à la majorité anglophone et parce que les possibilités d'intervenir en tant que minoritaires ont pour cadre un système politique qui déborde le cadre des régions. Cette situation donne lieu à des comportements généralisés qui menacent la francité ontarienne, mais aussi à d'autres, non moins répandus, qui veillent à sa pérennité. En deçà de ces phénomènes à grande échelle, on note des variations régionales où ces mouvements prennent une forme particulière mais aussi où la francophonie apparaît avec des traits spécifiques. On a ici affaire à un univers complexe où agissent simultanément des tendances à la différenciation et à l'uniformisation. En cela, la situation franco-ontarienne n'est pas originale ; elle ressemble à celle de la plupart des communautés de la société postindustrielle.

La communauté franco-ontarienne ne peut arriver à se reproduire, minoritaire qu'elle est, que dans la mesure où elle se donne de façon continue les moyens d'assurer qu'on puisse partout se vivre de manière spécifique sans que cela empêche qu'on se vive comme ensemble, l'ensemble assurant une présence, une force au plan politique et rendant possible une action collective étendue ; la spécificité concrétisant dans des milieux immédiats le vécu francophone et favorisant ainsi la reproduction de l'ensemble.

